Zeitschrift: Der Freidenker [1927-1952]
Herausgeber: Freigeistige Vereinigung der Schweiz
Band: 16 (1933)
Heft: 19

Artikel: Ein freisinniges Votum : (Fortsetzung zu: Die "Gottlosendebatte" im Parlament) [Schluss]

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-408388

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

BERN 1. Oktober 1933. DER Nr. 19 - 16. Jahrgang.

FREIDENKER

ORGAN DER FREIGEISTIGEN VEREINIGUNG DER SCHWEIZ

Erscheint regelmässig am 1. und 15. jeden Monats

Sekretariat der F. V. S.
Bern, Gutenbergstr. 13
Telephonanruf 28.663
Postch.-Kto. der Geschäftstelle
III. 9508 Bern

Die Wissenschaft hört auf, sobald sie sich auf das Gebiet des Glaubens begibt und den sichern Boden der Vernunft und Erfahrung verlässt. *Robert Seidel.*

Abonnementspreis jährl. Fr. 6.— (Mitglieder Fr. 5.—)
Inserate 1-3 mal: 1/32 4.50, 1/16 8-, 1/8 14.-, 1/4 26.-. Darüber und grössere Aufträge weit. Rabatt

Ein freisinniges Votum.

(Fortsetzung zu: Die «Gottlosendebatte» im Parlament.)

Vorbemerkung der Redaktion. Aus Raummangel ist es uns leider unmöglich, den Wortlaut der ganzen Debatte im «Freidenker» zu veröffentlichen, wie es unsere ursprüngliche Absicht war. Da die Beantwortung des Postulats Müller durch den Bundesrat voraussichtlich schon in der gegenwärtigen Session der Bundesversammlung erfolgt, wird unser Organ sich vor allem der Berichterstattung über die kommenden Debatten zur Verfügung stellen müssen, was uns zwingt, von der *vollständigen* Publikation des stenographischen Bulletins der «Gottlosendebatte» anlässlich der letzten Sitzung des Nationalrates abzusehen. Es liegt auf der Hand, dass unsere Leser sich für die Voten, die sich für die Beibehaltung der Glaubens- und Gewissensfreiheit aussprachen, am meisten interessieren. Deshalb veröffentlichen wir als Abschluss der «Gottlosendebatte» der letzten Session das mit grossem Beifall aufgenommene Votum des Walliser Freisinnigen *Crittin*, das recht deutlich zeigt, dass gerade in den katholischen Kantonen, wo der Kulturkampf sich nicht in die Geschichtsbücher zurückziehen konnte, der Liberalismus, dem wir so viele Kulturgüter verdanken, sich gesund und lebenskräftig erhalten hat und nicht durch Kompromisse (siehe Zürcher Stadtratswahlen!) seine Schlagkraft verloren hat. Die Stellungnahme der freisinnigen Presse der Kantone Luzern und Tessin und der paritätischen Kantone zur Frage der Glaubens- und Gewissensfreiheit und ihrer Auslegung im Nationalrat erhärtet diese Feststellung.

Mit dem Schlusswort des Motionärs, das der Rede von Nationalrat Crittin folgte, schliessen wir die Veröffentlichungen aus der «Gottlosendebate» der letzten Session. Interessenten aus Freundes- und Feindeslager, die sich über ihre Person ausweisen, stehen die nicht veröffentlichen Voten der Nationalräte Rohr, Jäggi und Hoppeler zur Verfügung. *R. St.*

M. Crittin: Je ne me dissimule pas que je prends la parole dans des circonstances extrêmement défavorables, à la fin d'une longue séance de relevée et d'une session. Je serai donc extrêmement bref. En retour je vous demande de faire encore preuve de quelque patience.

Voulez-vous me permettre de formuler une observation, avec tout le respect, le profond respect que je dois à la présidence. Je trouve qu'il est extrêmement regrettable que l'on ait greffé cette discussion sur l'examen de la gestion. Je veux bien admettre que M. le président de la commission a, somme toute, soulevé lui-même, le tout premier, la question. Mais vous conviendrez qu'un objet de cette importance n'a pas grand chose à voir avec les actes du Gouvernement, tant aussi longtemps que sur le point soulevé, nous n'avons rien à reprocher à ce dernier. C'est pourquoi j'estime que la discussion de la gestion que l'on a appelé tout à l'heure avec raison un devoir primordial du parlement aurait du avoir la préséance sur la motion Müller.

A mon sens, toute la question qui vient d'être soulevée par cette motion inopportune, pour ne pas dire intempestive, est dominée par le sens et la portée de l'art. 49 de la Constitution fédérale qui proclame l'inviolabilité de la liberté de de conscience et de croyance. (Une voix: très bien). Cette liberté, nous pouvons le dire sans vanité, a fait l'honneur de notre pays. Elle constitue le principe sacré qui a assuré en Suisse, la paix confessionnelle, dont nous pouvons nous féliciter.

La question en elle-même est extrêmement délicate, complexe même. C'est la raison pourquoi il faut en aborder la discussion avec beaucoup de calme, de sang-froid et de sérénité. En d'autres termes, il faut que la passion soit exclue d'un tel débat. Or, Messieurs, malgré toute la déférence que je dois à mes collègues, qui ont pris la parole avant moi, je dois dire que cette discussion n'a pas été empreinte de beaucoup de grandeur d'âme, ni de la dignité à laquelle cependant, plus que jamais, le parlement suisse est tenu. Ce reproche s'adresse à quelques-un d'entre eux. J'ai entendu des propos surprenants que je considère comme sérieux parce qu'ils viennent de la bouche et de la conscience de collègues dont nous n'avons pas le droit de suspecter la sincérité. Il a été dit notamment que le manque de religion chez un homme est une chose contre nature; si, par religion — et il ne peut en être autrement — le préopinant a voulu entendre une religion englobée dans ce que l'on appelle la chrétienté il s'ensuit que tous ceux qui ne naisssent pas catholiques ou protestants, c'est-à-dire qui ne naissent pas chrétiens, sont des hommes contre nature. Les Mahométants, les Juifs, tous les autres, ce sont des gens anormaux, des gens contre nature! Vous conviendrez qu'il est pénible, en notre XXme siècle, et dans notre Suisse démocratique, Suisse de liberté, d'entendre une affirmation comme celle-là. (Une voix: Très bien!) Ce même orateur a-t-il pensé que beaucoup parmi ses collègues, ont abandonné la pratique de leur religion pour des raisons respectables? Je ne le crois pas, si non le sachant et le voulant il les aurait gravement outragés en les assimilant à des êtres exceptionels. On voit dès lors quelle grande réserve et quelle profonde réflexion doivent être mise dans une controverse comme celle-ci.

Au sens de la Constitution fédérale, la liberté de conscience comporte aussi bien le droit de croire que le droit de ne pas croire; sans quoi nous tomberions dans cette erreur qui a été la cause de tant de maux pour l'humanité qui consiste à pratiquer la liberté pour soi et pas pour les autres. En effet, Mesieurs, si ce que je viens de dire n'était pas rigoureusement exact, à savoir qu'en vertu de cet article 49 de la Constitution, on a aussi bien le droit de croire et de ne pas croire, je dis qu'il y aurait liberté pour les uns et pas pour les autres. Et alors, ceux qui sont croyants seraient au-dessus de tout contrôle et de tout soupçon. Cela ne se peut pas. Notez que je me garde de toute polémique. Mais parmi

ceux qui ne croient pas — et c'est au fond ceux que M. le député motionnaire Müller veut viser les incroyants — il y a, sans nous attarder à faire de subtiles distinctions, ceux que l'on appelle les Sans-Dieux et qui ont installé leur centrale à Bâle. Je dois vous dire que dans mon canton, qui est essentiellement catholique, les Sans-Dieu ne nous préoccupent pas beaucoup. Nous ne les connaissons pas; il n'y en a pas. A moins d'appeler Sans-Dieu tous ceux qui ne pratiquent pas telle ou telle religion. Mais cela n'est pas. Je pense qu'il n'y a personne, dans cette salle, à l'esprit assez étroit, assez fanatique, pour considérer comme Sans-Dieu celui qui ne pratique pas une religion.

Les Sans-Dieu, semble-t-il, ne constituent ni plus ni moins qu'une officine de bolchévisme, de communisme. C'est sous cette forme que je les ai entendus représenter. Dans ce cas, Messieurs, il ne serait pas nécessaire de demander l'intervention de la Confédération, par législative ou autrement. Si les Sans-Dieu se confondent avec les comunistes, ils doivent être traités comme nos collègues qui sont sur ces bancs. En d'autres termes, lorsqu'ils pratiquent des doctrines contraires à l'ordre public ou à la morale, ils doivent être poursuivis et punis. Par conséquent, pourquoi une loi spéciale contre les Sans-Dieu. Notez bien que je ne prends pas la défense des Sans-Dieu, au sens qu'ils nous ont été présentés. Je blâme, je condamne, au contraire, leur activité et leur attitude. J'ai le sentiment, qu'à l'exception des communistes, aucun de nous soutient leur doctrine et leurs agissements.

Et les autres incroyants, Messieurs? Ceux-là ont-ils le droit seulement de ne pas croire au silence, ou bien, ne croyant pas, ont-ils le droit, oui ou non, d'expliquer, de justifier même leur incroyance? Je pense que vous tous ici vous répondrez affirmativement. Ce droit, ils peuvent l'exercer, soit dans leur famille, soit en public. Or, nous rencontrons malheureusement encore des régions, dans notre Suisse, où l'on fait un reproche à tel ou tel de ne pas croire. De cet incroyant on ne fait un citoyen de second ordre, de seconde cuvée. Or, dès que publiquement il justifie son manque de croyance, il fait de la propagande en faveur de sa philosophie, mais contre la foi chrétienne. A ce moment, il tombe dans la catégorie des gens que vise M. le député Müller. Est-il un seul d'entre nous, qui ose demander une sanction contre ce citoyens, qui se trouve déjà sous le coup d'une prévention et auquel par surcroît on dira: tu ne justifieras pas ton incroyance, car n'as que le droit au silence. Ce serait tout simplement violée cette liberté de conscience et de croyance que notre constitution garantit au citoyen.

Mais, je m'empresse d'ajouter que ce droit de justifier son incroyance ou le défaut de religion est tempéré du conditionné par les deux réquisits d'ordre supérieur pour la société en l'Etat: la moralité publique et l'ordre public. Tant et si longtemps que dans sa propagande pour ou contre telle religion ou telle philosophie, on ne porte pas atteinte à cette moralité publique et à cet ordre publique, un citoyen ne peut être inquiété aux termes de l'article 49 de la Constitution. A propos de cette propagande, il faut se mettre sur le plan de l'intérêt supérieur du pays. C'est pourquoi nous considérons comme aussi blâmables, dans un pays comme le nôtre, ceux qui font une propagande publique en faveur d'une religion que ceux qui la combattent et même la critique — publiquement bien entendu. Nous avons le devoir de témoigner une large tolérance et d'être extrêmement respectueux de toutes les convictions religieuses (Très bien). Quoiqu'il en soit, nous estimons que dans la propagande ou la critique religieuse, on ne doit pas distinguer entre les religions chrétiennes et les autres. A ce défaut, notre constitution devient un vulgaire chiffon de papier, permettez-moi de le dire. Ainsi donc ceux qui outrepassent le droit à la propagande en commettant une atteinte à la moralité publique et à l'ordre public sont punissables. Si ce n'était pas le cas, nous n'aurions pas lieu d'être fiers d'un pays qui ne réprimerait pas les actes contraires à l'ordre et à la moralité publics.

De tout cela, il résulte que l'on ne voit pas du tout ceux que peut atteindre la motion Müller.

Il y a une autre catégorie de citoyens suisses, comme vous et moi, M. Müller, qui sont suisses, mais qui ne pratiquent pas une religion chrétienne; que l'on me permette de les citer: ce sont les juifs. La religion judaïque n'est pas une religion chrétienne; cependant ses adeptes ont le droit d'exercer une propagande en faveur de leur foi religieuse. Le Tribunal fédéral a prononcé à maintes reprises, et il m'a été donné d'entendre un des juges fédéraux au cours de leurs délibérations, défendre chaleureusement cette thèse. Dès lors, si vous donnez suite à l'alinéa 2 de la motion Müller, vous aboutissez à la perpétration du crime commis de l'autre côté de notre frontière, il y a quelques semaines, crime contre lequel toutes les nations, tous les hommes qui ont le cœur à la bonne place, ont protesté. Et c'est l'honneur de la Suisse de s'être rangée aux premiers rangs des nations protestataires de la récente persécution juive en Allemagne.

Soyons sincères, véridiques. Je ne puis pas croire une minute que le Conseil fédéral donne suite à la motion Müller. On sait ce que cela veut dire, un postulat. Je comprends parfaitement M. le conseiller fédéral Haeberlin dont la conscience démocratique n'est nullement soupçonnable, lorsqu'il a dit qu'il acceptait ce postulat. Il n'a pas dit ce qu'il en ferait. Et nous, qui le connaissons, savons parfaitement qu'il n'édictera pas des mesures dans le sens où elles sont demandées par

Feuilleton.

Geschichtlicher Spaziergang durch die byzantinischen Bauwerke Ravennas.

Von *Ernst Körner.*

(Fortsetzung.)

Mag sein, dass dieser aus römischem Heldenkult und germanischem Kriegertum verdichtete Geist ursprünglich noch weit mehr als heute erkennbar, die Mosaiken beherrscht hat, mit denen Theodorich seine grossartigen Bauten in Ravenna ausstattete. Zunächst liess Theodorich die grossen Nutzbauten der römischen Epoche, Festungsanlagen und Wasserleitungen der Trojanischen Zeit wiederherstellen, dann aber sich nach dem Muster der Kaiser einen glänzenden (schon früh völlig zerstörten) Palast errichten und schliesslich für seine arianischen Glaubensbrüder Kirchen bauen. Nicht weit von seinem Palaste weihte er dem Erlöser eine Kirche, eine prunkvolle, römisch-byzantinische Basilika, die in Gold und Marmor strotzte und deren kassetierte Decke ihr den Namen «in coelo aureo», «Zum goldenen Himmel» eintrug. Viel später erst erhielt sie, nachdem sie bei der Umreihung in den orthodoxen Ritus erst S. Martin genannt worden war, die Bezeichnung «S. Apollinare Nuovo». Während der Altarraum der Kirche zerstört worden ist, sind die Mosaiken des Mittelschiffes vorzüglich erhalten geblieben und gehören noch heute zu den überwältigendsten Eindrücken der Kunstgeschichte. Die stärksten Werke der unteren Reihen allerdings sind nicht mehr arianisch, sondern bereits Arbeiten der Orthodoxie. Feierlich, starr, über jedes menschliche Aussehen erhaben, schreiten da zwei Prozessionen von Heiligen, auf der einen Seite Märtyrer, auf der andern Seite Jungfrauen dem Altare zu. Die Männer scheinen aus dem Palaste Theodorichs, die Frauen aus der Hafenstadt Classis zu kommen, die Männer sich der von Engeln umgebenen, auf dem Throne sitzenden «Majestät des Herrn» zu nähern, die Frauen der «Anbetung der drei Könige» zu folgen. Aber sehr bald erkennt man, dass die anschaulichen Darstellungen des Palastes und des Hafens mit seinen Schiffen einer frühern Epoche angehören und, wie die Forschungen ergeben haben, ist es nicht von der Hand zu weisen, dass diese naturalistischeren Scenerien in den ursprünglichen Mosaiken des Theodorich zu Darstellungen gehört haben, die in echt römischer Weise das Heldenleben des Königs geschildert haben, nach dem Siege über die arianische «Ketzerei» aber von der Orthodoxie ausgelöscht wurden. Die übrigen Mosaiken aus der Zeit des Theodorich jedenfalls, die das Leben Jesu schildern, zeigen noch in der Lebendigkeit der Erzählung durchaus antike Züge. In den Kompositionen allerdings erscheint zum grossen Teil schon jenes strenge Schema ausgebildet, nach dem in den folgenden Jahrhunderten in der byzantinischen und den von ihr beeinflussten Künsten die Heilslegende berichtet zu werden pflegte. Und doch, welch Unterschied zwischen den Mosaiken oben und unten.

Oben immer noch dem Vorstellungsleben des antiken Menschen entsprechend das antike Streben, anschaulich, ein jedes Geschehnis für sich, zu berichten, unten in unwandelbarer Gültigkeit, unmaterielll und doch farbenglühend, kaiserlich erhaben und doch dem Bau

M. Müller et consorts et qui ne manqueraient pas de déclancher une véritable persécution contre les juifs qui habitent notre pays.

On peut diverger d'opinions sur la valeur des juifs. Mais, je dis que sur le terrain religieux, nous n'avons pas le droit de les mépriser; nous n'avons pas à mettre en doute leurs convictions religieuses. Voilà pourquoi je répète que si l'on donnait suite à la motion Müller, on arriverait à atteindre non seulement des incroyants, mais encore des citoyens attachés à leur foi religieuse qui font de la propagande contre la foi chrétienne en Suisse en vertu d'un droit et d'un devoir.

Enfin, quelles sont les mesures que le motionnaire exige ou souhaite du Conseil fédéral pour protéger les religions?

De simples peines de police, amendes ou emprisonnement contre ceux qui combattraient ou critiqueraient une religion chrétienne ou même qui auraient le courage de dire publiquement qu'ils n'adhèrent pas à ces religions? Sans aucun doute. Ce serait amoindrir les religions chrétiennes. Car une telle religion se défend par la valeur, de ses doctrines et de son enseignement, par son passé, par les services qu'elle a rendus à l'humanité, par le haut prestige de ses dignes représentants. Une religion se défend surtout par sa majesté. Elle est au-dessus des simples peines de police qu'on veut demander au Conseil fédéral.

Voilà pourquoi je m'élève et je proteste même contre le sens et la portée de ce postulat et de cette motion.

Tout à l'heure (je n'avancerai pas de nom pour ne pas commettre une indiscrétion) un de nos collègues m'a dit: Si j'avais su que ce postulat serait développé dans ce sens, que c'était la porté qu'on voulait lui donner, jamais je ne l'aurais appuyé de ma signature.

Voilà pourquoi je vous dis: Prenez garde! Soyons prudents! Il y a en ce moment dans notre pays de démocratie, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, des idées qui ont cours et qui sont, permettez-moi de le dire, inquiétantes parce que malsaines pour les principes démocratiques, malsaines aussi pour l'avenir de notre pays.

Gardons notre calme, gardons notre entière sérénité, surtout à un moment aussi exceptionnel. N'allons pas toucher à ces deux articles de la constitution qui, à mon sens, sont essentiels, parce qu'ils protègent les religions telles quelles soient — conservons intacts cet art. 49 qui proclame l'inviolabilité de la liberté de conscience et de croyance et cet art. 50 qui en est le corollaire et qui assure le libre exercice des cultes de toutes les religions sur le territoire de la Confédération.

Ne touchez pas à ces deux articles sous quelles que formes que ce soient pas plus sous la forme directe que sous une forme détournée. Maintenons ces deux beaux principes qui ont fait l'honneur du pays et qui ont assuré, je le dis nettement, la paix religieuse dont nous avons tout particulièrement besoin.

Peut-être ai-je été au-delà des limites de temps que je m'étais fixées. Je prie mes amis et tous ceux qui, dans cette salle, sont des démocrates véritables, de ne pas suivre le motionnaire, sous couleur que notre Constitution fédérale commence par ces mots: «Au nom du Dieu tout puissant».

Voulez-vous me permettre une observation à cet égard. Lorsque le législateur fédéral a inséré ces mots en tête de la Constitution fédérale: «Au nom du Dieu tout puissant» cela ne fut pas pour nous jeter les uns contre les autres, pour faire prévalavoir une religion sur une autre. Cela n'a pas été pour faire de la propagande, du prosélytisme réligieux néfaste à notre pays. Non, ce fut tout simplement pour bien nous pénêtrer dans tous nos actes de ces sentiments du Dieu tout puissant, c'est-à-dire de la charité, de la bonté, de la large tolérance et de la fraternité.

Voilà par quoi j'entends que notre Constitution est chrétienne et qu'elle respecte toutes les religions. *(Bravos.)*

Müller, Grosshöchstetten: Herr Crittin hat unter verschiedenen Malen zur Ruhe und zum Frieden in dieser Diskussion gemahnt. Er hat die Zeit bedauert, die wir hier für diese Sache verwendet haben. Im Gegensatz zu ihm möchte ich meiner Freude darüber Ausdruck geben, dass der Rat, der in der letzten Zeit nur über Millionen zu sprechen hatte, auch einmal eine Stunde oder zwei daran gegeben hat, um diese ernstesten Fragen, die an der Wurzel aller Fragen stehen, zu diskutieren. Ich danke Ihnen, dass Sie mit diesem Ernste der Behandlung der Frage gefolgt sind.

Herr Crittin hat unter anderem gesagt, derjenige, der glaube, sei über allen Zweifeln erhaben. Herr Crittin war bei der Begründung meines Postulates offenbar nicht anwesend. Sehr vieles, was er vorhin mit sehr grosser Ruhe gesagt hat, wäre sonst ungesprochen geblieben. Es ist gesagt worden, ich sei nicht Jurist. Es ist doch schlimmer, wenn ein Jurist sich in die Sphären des Glaubens hineinwagt, wie das vorhin geschehen ist, als wenn ein Nichtjurist sich in die Sphäre des Rechtes begibt, wie ich es getan habe. Ich habe nicht verfehlt, Herr Crittin, sehr scharf zu sagen, dass der beste Kampf gegen den Unglauben der ist, wenn wir unsern Glauben in die Tat umsetzen und wenn wir die Liebe zu Gott zeigen in der Liebe zu unserem Nächsten. Das genügt. Der Sinn der Begründung meines Postulates war in allen Teilen dem entgegengesetzt, was Herr Crittin gesagt hat.

Ich möchte nicht auf alles antworten, was in der Diskussion gesagt worden ist. Aber das möchte ich ganz kurz sagen:

---

als Ornament untergegliedert, die überirdischen vermittelnden Gewalten der Heiligen. In den Mosaiken Theodorichs ist noch das Individuum spürbar, in den späteren Arbeiten gilt der Mensch nichts mehr; jenes steht höher im Sinne der Zivilisation, dieses im Sinne der Kunst. So entfremdete das frühe Mittelalter Zivilisation und geistige Schöpfung voneinander. Die mittelalterliche Vorhalle dieser Kirche wurde übrigens im Weltkriege durch eine Fliegerbombe zerstört, eine darauf bezügliche deutschfeindliche Inschrift ist wieder entfernt worden.

Da die Taufkirche des Neon dem orthodoxen Kulte geweiht war, liess Theodorich ein «arianisches Baptisterium» erbauen, dessen nur noch teilweise erhaltenen Mosaiken eine etwas lebendigere Nachahmung der athanasischen bilden. Durchaus aus dem Geiste der Antike erstanden, ist das Grabmal des Königs selber. Bis vor kurzem lag es zwischen Sandhaufen versteckt in der Nähe des Bahndamms, heute ist ihm durch einen Gefallenenhain aus Zypressen eine würdigere Umgebung und durch die Beseitigung der späteren Anbauten die alte Grundform wiedergegeben. Ob dieser Bau noch von Theodorich selbst angelegt ist oder ein Werk seiner abenteuerliebenden, im Verlaufe ihrer politischen Kämpfe ermordeten Tochter Amalaswintha ist, ist durch die Forschung noch nicht entschieden. Ziemlich sicher ist, dass diese im Untergeschoss aussen achteckige, oben runde Anlage ihre Vorbilder im kleinasiatischen Kirchenbau hat, ob im syrischen oder armenischen oder einer gemeinsamen Quelle, mag uns gleichgültig sein. Mit dem Achteck der Nymphäen-Baptisterien hat dieses Grab höchstens mittelbar zu tun. Wie die orientalischen Grabmäler ist auch die Ruhestätte des Theodorich ein mörtelloser Bau, dessen Fugen heute noch fast lückenlos aufeinander liegen, ein Brauch, den wir übrigens an den Grabbauten vieler primitiver Völker finden und der wohl mit den animistischen Vorstellungen von dem Entweichenkönnen der Seele zusammenhängt. Das Untergeschoss, in dem sich der Sarg des Königs befunden haben soll, ist im Innern nicht ohne Grund kreuzförmig angelegt. Aussen war das Untergeschoss duch ein Bronzegitter gekrönt, das schon lange verschwunden ist. Vielleicht ist es nach Aachen ins Münster gekommen, als Karl der Grosse zur Legitimierung seiner römischen Kaisermacht in der ganzen Welt Kulturgüter sammeln liess; wie denn so häufig am Beginn einer Kultur das Quantitative vorherrscht. Um das Obergeschoss läuft ein Dekorationsstreifen, um den sich die Gelehrten schon leidenschaftlich gestritten haben. Die einen meinen, er sei ein verkümmertes, antikes Wellenornament, die anderen ein abgewandeltes, germanisches Flechtband. Wie nun, wenn hier sich am Grabe eines italienischen Königs germanischer Herkunft beide Ornamente zu einer Einheit verschmolzen hätten! Das wäre schlimm für jene Gelehrten. Im übrigen dürfte es kaum zweifelhaft sein, dass dieser Ornamentstreifen eine magisch-sichernde Bedeutung gehabt hat und dass gerade den Germanen das Ornament weit mehr als die sinnlich fassbare Gestalt als Mittel zur Beschwörung der göttlichen Gewalten galt. Orientalische Abstraktion mischte sich hier mit der aus ganz anderen Quellen strömenden germanischen. Die gleiche Uebereinanderlagerung finden wir in der Betrachtung des Daches; die Einwölbung ist kleinasiatisch, aber dieser aus einem Stück bestehende 300,000 kg schwere Stein erinnert an die Dolmengräber des Nordens. Orientalisches und Germanisches sind hier zu einem

Wenn hier im Namen der Freiheit gesprochen wird, dann möchte ich ganz deutlich erklären, dass doch der grösste Teil unseres Volkes mit mir der Meinung ist, dass wahre Freiheit nur in der Bindung zum Schöpfer möglich ist und, dass unter dem grossen Zeichen der Freiheit, von der hier nun so oft gesprochen worden ist, dass wir unter ihrem Zeichen in die grosse Zeitnot gekommen sind, die sich auszeichnet durch die Verantwortungslosigkeit und Gemeinschaftslosigkeit, unter der wir alle leiden. Herrn Canova möchte ich noch antworten.

Er hat gesagt, man dürfe doch nicht einen Menschen bestrafen, der sich mit Gleichgesinnten trösten möchte. Dieser Satz hat mich sehr ernst gestimmt. Das will niemand von uns. Ich möchte Ihnen, Herr Canova, nur sagen: Hier ist in Ihnen nicht nur eine entschwundene schöne Zeit wieder lebendig geworden, sondern ganz sicher, das tönt aus allen Ihren Worten heraus, eine tiefe Wunde und ein tiefer Schmerz aufgebrochen, und ich bin der letzte, der daran rühren möchte.

Zu den Worten der Herren Sozialdemokraten möchte ich sagen: Man hat mir vorgeworfen, ich habe das Freidenkerprogramm nicht vollständig zitiert. Ohne Absicht — selbstverständlich war das nicht möglich. Ich habe Ihnen nicht die ganzen Satzungen vorgelesen. Ich möchte Ihnen sagen, dass die Freidenker, die uns hier ihre Zeitungen haben zukommen lassen, gerade die Nummern weggelassen haben, die ich als die allerschlimmsten aus der neuesten Zeit zitiert habe. Auch das muss dann festgehalten werden.

Im ganzen: Ich freue mich dieser Diskussion. Ich glaube, es ist an der Zeit, dass auch die Kollegen von der linken Seite über den Inhalt eines Artikels nachdenken, den einer ihrer besten Köpfe, Herr Prof. Marbach, über «Sozialismus und Kommunismus» in der Metallarbeiterzeitung geschrieben hat:

«Diese grundsätzlichen Unterschiede zwischen Sozialismus und Kommunismus werden nun dadurch entscheidend verschärft, dass der Kommunismus nicht nur alles ökonomische, sondern auch alles geistige Leben dem reinen Kollektivprinzip unterordnen will, während der Sozialismus eine Weltanschauung von den freien Möglichkeiten des Geistes ist, bedeutet Kommunismus einen geistigen Zwang, der um so unerträglicher erscheint, als er das Kollektivprinzip auf Grund einer seinem Wesen eigentlich widersprechenden naturwissenschaftlichen kausalen Aufklärungsphilosophie zum Siege führen will, während z. B. der politische Sozialismus sich zur religiösen Seite zum mindesten neutral einstellt.

Meiner persönlichen Ansicht nach sollte aus Gründen, deren Entwicklung hier zu weit führen würde, eine positive Einstellung zur Religion als dem ursprünglichsten Sozialprinzip möglich werden.

Bekämpft der moderne, von Russland beeinflusste Kommunismus in seiner programmatischen Vermaterialisierung Religion und religiöse Aeusserungen der Menschen. In dieser Beziehung scheidet er sich neuerdings grundsätzlich vom Sozialismus, der nicht laut genug feststellen kann, dass er mit der kommunistischen Religionsfeindschaft und mit der sog. Gottlosenbewegung nichts zu tun hat.»

Folgen Sie dieser Ansicht eines Ihrer besten Gesinnungsfreunde. Sie wird zu Ihrem Segen und zum Segen derjenigen sein, die Ihnen zur Führung anvertraut sind. Es handelt sich hier um eine ernste Frage. Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen.

Abstimmung — Vote.

Das Postulat Müller, Grosshöchstetten, wird mit 70 gegen 47 Stimmen angenommen, in folgender Fassung:

«Wir ersuchen deshalb den Bundesrat, zu prüfen, ob nicht die zur Wahrung ... zu treffen seien.»

Robert G. Ingersoll.

Ehrung eines der grössten Freidenker des Jahrhunderts.

Von Karl E. Petersen.

II (Schluss).

Trotz seinem Rednertalent und der humanen Sache, die Ingersoll während des Wahlkampfes von 1860 zu verteidigen versprach, gewann schliesslich dennoch nicht *er* den Kongressitz für den Staat Illinois, sondern sein Gegner, der Richter Kellogg, der für die Beibehaltung der Sklaverei und also gegen die Abschaffung der Sklavengesetze einstand.

Als dann im April 1861 zwischen den zu Lincoln stehenden Nordstaaten der Union und den sich der Befreiung der Sklaven widersetzenden Südstaaten der Bürgerkrieg ausbrach, trat Ingersoll zur Partei Lincolns, zur «republikanischen» über, und zu ihr hat er bis an seines Lebens Ende gestanden. Im September desselben Jahres liess er sich in Lincolns Armee einreihen.

Im Februar 1862 heiratete er nach kurzer Brautzeit die freigeistige Tochter eines gebildeten Ehepaares in Groveland, Eva Parker. Sechs Wochen nach der Hochzeit, am 6. und 7. April 1862 zeichnete er sich in der Schlacht von Shiloh, dem verlustreichen Zusammenstoss der beiden Armeen, im elften Kavallerieregiment der Federalen besonders aus. Nach den Gefechten bei Bolivar und an der Davis Bridge, sowie im Herbst bei der Schlacht von Corinth im Staate Tennessee stieg er dank seinem Mut, Verstand und bewunderungswürdigen strategischen Vorgehen von Grad zu Grad. Aber im Winter 1863, als er bereits Oberst geworden, wandte sich das

---

in sich geschlossenen Werke verbunden, das zu den besten Bauwerken der Frühgeschichte Europas gehört. Hier die Priorität der einen oder der anderen Kultur behaupten zu wollen, hat, wie jeder Prioritätsstreit überhaupt, etwas kindlich-rechthaberisches und jedenfalls mit Wissenschaft nicht viel zu tun. Ursprünglich stand das Grab übrigens neben einem Leuchtturm am Hafen, in jeder Beziehung ein Grenzmal zwischen Orient und Occident.

Die kluge Politik Theodorichs dünkte den Kaiser Justinian in Byzanz eine Gefahr. Dieser Kaiser, der die alten römischen Gesetze sammeln liess, um damit die Struktur der vergangenen römischen Gesellschaftsordnung wieder herzustellen, fühlte sich durchaus als Herr der Welt. Das Christentum diente ihm nur zur Bestätigung seiner kaiserlich-römischen Macht. Ueber alle gesellschaftlichen Unterschiede erhaben, machte er eine Variétékünstlerin, Theodora, eine ebenso kluge wie leidenschaftliche Frau, zu seiner Gemahlin.

Justinian begriff, dass Theodorichs schwächste Stelle sein Arianismus und seine Versuche waren, die arianischen Germanen mit den orthodoxen Ravennaten zu versöhnen. Geschickt wurden die Gegensätze zwischen beiden Parteien, den Einwanderern und den Ansässigen, den Militärs und den Kaufleuten, verschärft. Theodorich rächte sich zunächst, indem er den römischen Bischof Johannes I. umbringen liess und dann sogar den damals berühmten Philosophen Severus Boetius, dem es nun gar nichts mehr nützte, ein grosses Werk über die Philosophie als Trösterin geschrieben zu haben. Aber Justian blieb Sieger, und Theodorich, so erzählt die von der Kirche beeinflusste Geschichtsschreibung, soll 526 in Reue und Schwermut gestorben sein. Nun ging der Kaiser zum offenen Kampfe über, der dreissig Jahre währte und in dem Ravenna zweimal, von Belisar und Narses, erobert wurde. Noch einmal siegte das alte Rom in seiner byzantinischen Gestalt. 555 wurde Italien kaiserliche Provinz. Neue Germanenstämme drängten nach Süden, die Langobarden, denen die Lombardei ihren Namen verdankt, eroberten das Land, aber sie waren noch zu primitiv, um sich gegenüber den Kaiserlichen überall politisch halten zu können. Die Folge dieser Schwäche war, dass die Einheit des Landes endgültig gesprengt wurde und die Macht an die einzelnen Städte überging. So wurde der Grund gelegt zur Entwicklung der italienischen Stadtrepubliken, die 500 Jahre später zu Trägern der eigentlichen Kultur Europas werden sollten. Vor allem Rom wurde unabhängig, und damit der römische Bischof, der erst seit dieser Zeit Papst heisst, zum eigentlichen Nachfolger des römischen Kaisers in Europa. Von hier erst nimmt das Ringen zwischen Kaisertum und Papsttum seinen Ausgang. Ravenna allerdings blieb in der Hand Justinians, der es zur italienischen Provinzialhauptstadt des byzantinischen Reches machte. Hier sassen die Statthalter, die Exarchen des Kaisers, und damit begann für Ravenna die dritte und letzte Blüteperiode. Bereits im Jahre 534 liess der Bischof Ecclesius durch den kaiserlichen Baumeister Julianus Argentarius an der Stelle des sagenhaften Märtyrertodes eines Soldaten Vitalis eine mächtige Kirche bauen, in der im Jahre 547 der Kaser Justinian durch seinen Kanzler, den Erzbischof Maximinianus gekrönt wurde.

(Fortsetzung folgt.